



Anticapitalisme et Révolution

Lettre d'information n° 1
16 janvier 2014

Présentation

Sommaire

Présentation	p. 1
Changer le NPA	p. 1-2
Bretagne	p. 3-4
Afrique du Sud	p. 5-7

Le courant Anticapitalisme et Révolution est né lors d'une réunion nationale constitutive tenue les 30 novembre et 1er décembre 2013.

Il regroupe les militant-e-s du NPA qui se reconnaissent dans sa déclaration, adoptée à cette occasion, ainsi que dans le texte de la «plateforme Y», *Un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'intervention dans la lutte de classes*, qui avait obtenu 32 % des voix au 2^o congrès du NPA de février 2013.

Anticapitalisme et Révolution est également le nom de cette lettre d'information, où seront publiés des prises de position et contributions du courant ou de ses membres, sur différents thèmes susceptibles d'intéresser les militant-e-s anticapitalistes et révolutionnaires.

Cette publication diffusée par voie électronique sera, comme d'autres textes, archivée sur le blog :

<http://anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com>

Et pour nous contacter : contact.a.et.r@gmail.com

Changer le NPA

Cinq ans après son congrès de fondation, le NPA traverse une crise globale : d'orientation, de méthode d'intervention et de construction et, au-delà, d'identité. Nous avons décidé de nous constituer en courant parce que nous sommes convaincus que résoudre cette crise impliquera des changements globaux – comme le dit notre déclaration, « *changer le NPA, son orientation et sa direction* » – qui nécessiteront une bataille de conviction organisée dans la durée.

Il est vrai que la situation est aujourd'hui moins favorable aux idées anticapitalistes et révolutionnaires qu'elle ne pouvait l'être lors de la fondation du NPA – quand nous « surfions »

sur les bons résultats électoraux de la LCR, que les effets de la crise n'en étaient qu'à leurs balbutiements et que la révolte des travailleurs de Guadeloupe semblait augurer une vague de luttes et d'auto-organisation en France et ailleurs. Une organisation révolutionnaire digne de ce nom n'est cependant pas une simple caisse de résonance du mouvement social, dont l'influence et les effectifs évolueraient au gré des hauts et des bas des luttes et de la radicalisation. Pour elle, un test important est de savoir résister et se construire dans des circonstances qui, sans être apocalyptiques (ni guerre, ni fascisme, ni dictature militaire...), sont devenues plus difficiles.

Mais une série de fragilités et de faiblesses, que l'enthousiasme et le quasi unanimité des débuts avaient en partie éclipsées, n'ont pas tardé à ébranler notre parti. Leur expression la plus manifeste a été la rupture et le départ vers le Front de gauche de plusieurs secteurs militants, dont des camarades qui étaient au centre de la direction du NPA. Pourtant, le Front de gauche n'a pas pour objectif d'élargir les brèches d'un système en crise, mais de les colmater. Son orientation générale, comme l'intervention de ses membres au sein des directions syndicales, ne se situent pas sur une ligne de combat mais d'accompagnement des contre-réformes – comme récemment avec celles des retraites ou des rythmes scolaires.

Ces ruptures, au-delà des évolutions personnelles ou collectives de leurs acteurs, mettaient en évidence le fait que des questions stratégiques centrales, en premier lieu celles qui ont trait au rapport à l'Etat et au réformisme, n'étaient pas réglées au sein du NPA.

A partir de 1995, on avait connu une période marquée, à la fois, par un renouveau des luttes et par des avancées militantes et électorales de l'extrême gauche (LO, puis LCR). Dans le même temps, le PCF ne parvenait pas à se relever de la fin de l'URSS et, embourbé dans la « gauche plurielle » du gouvernement Jospin, se retrouvait satellisé par un PS ayant abandonné toute velléité de réforme progressiste. Les conditions étaient ainsi réunies pour tenter de lancer un nouveau parti de lutte et d'indépendance de classe, capable de regrouper par en bas des forces allant bien au-delà de celles organisées à l'extrême gauche.

Mais en 2008, au moment même où la LCR engageait finalement le processus du nouveau parti, ces conditions avaient déjà commencé à changer. Sur le plan politique, cela s'est traduit par l'apparition du Front de gauche, qui a redonné vie à une option réformiste, institutionnelle, en occupant le terrain de l'antilibéralisme jusqu'alors orphelin d'une véritable expression politique. Resté à cheval entre la révolution et le réformisme radical, le NPA n'a pas su réagir aux premiers succès de ce concurrent inattendu, qui l'ont alors heurté de plein fouet.

Après les départs vers le Front de gauche, les leçons n'ont pourtant été tirées qu'à moitié. Le choix de la nouvelle majorité de direction, qui avait eu le mérite de refuser la liquidation dans une coalition néoréformiste, a été de maintenir une orientation recherchant en permanence des

formes d'unité politique (pas seulement de front unique dans les luttes à partir des revendications des travailleurs) avec le Front de gauche ou certains de ses secteurs. Plus encore, on nous dit qu'une telle « opposition de gauche » au gouvernement Hollande, conçue à partir de l'exemple idéalisé de Syriza, serait censée déboucher sur un « gouvernement anti-austérité » en rupture avec le capitalisme.

Cette recherche d'accords politiques avec les réformistes se matérialise en ce moment dans la préparation des élections municipales. Dans une série de villes significatives, des accords locaux brouillent notre profil et ne font que cautionner la stratégie et la politique du Front de gauche. Au lieu d'agir sur les contradictions des réformistes vis-à-vis du gouvernement Hollande, ce sont ainsi les réformistes qui profitent encore une fois de nos carences.

L'autre grande faiblesse, non surmontée jusqu'à présent, est l'absence d'une politique d'implantation et de construction. La déperdition d'énergie dans des démarches permanentes d'interpellation ou de discussion avec d'autres forces, surtout réformistes, explique en partie cette absence – en même temps qu'elle prétend la combler. Mais le NPA paye aussi aujourd'hui le prix d'un certain éclectisme, qui avait permis d'attirer des militants aux préoccupations et centres d'intérêt extrêmement divers, parfois même un peu éloignés des luttes des travailleurs.

Car ce qui pouvait être admis, de façon transitoire, dans un « parti-processus » surgissant avec près de 10.000 membres, devient un facteur de dispersion dans une organisation dont la surface s'est réduite en-deçà de celle de la LCR des dernières années. Avec des forces réduites, intervenir efficacement et dans le même temps sur tous les terrains de lutte ou de radicalisation devient directement impossible. A vouloir tout faire, on ne fait rien jusqu'au bout et de façon conséquente.

Indépendance politique réelle vis-à-vis des réformistes, priorité aux tâches d'intervention dans la lutte de classe ainsi que de construction de notre organisation, en particulier sur les lieux de travail et dans la jeunesse : tels sont donc les deux axes principaux de la démarche qu'engage le courant Anticapitalisme et Révolution. Nous aurons l'occasion, dans ces pages, de les illustrer et décliner.

Retour sur le mouvement en Bretagne

Le mouvement qu'a connu la Bretagne en réponse aux près de 10 000 suppressions d'emplois dans le secteur de l'agro-alimentaire a constitué un test grandeur nature pour la politique des uns et des autres.

Naissance et impact d'un mouvement

Le souvenir de l'expérience de la mobilisation de 2008-2009 en défense de l'hôpital de Carhaix a été l'un des éléments déclencheurs. C'est en référence à cette lutte victorieuse, menée par un comité qui avait largement associé les travailleurs, leurs organisations et la population, que s'est constitué le collectif qui a appelé à la manifestation du 2 novembre à Quimper, puis à celle – encore plus nombreuse – du 30 novembre à Carhaix.

Il n'était pas seulement question de défense de l'emploi. Du point de vue des participants, ce mouvement a soulevé des questions fondamentales concernant la destruction de l'environnement et le mode de vie en général (« vivre, travailler, décider en Bretagne »). On a pu y constater que la radicalisation des travailleurs emprunte des chemins qui traversent les murs de l'entreprise. Il n'y a pas de muraille de Chine entre les mobilisations sur les questions « politiques » d'un côté, les luttes sur les lieux de travail de l'autre, mais une classe sociale dont la mobilisation a le potentiel de bouleverser la société et de proposer des solutions collectives aux différentes couches opprimées, comme le mouvement dans les Antilles en 2009 l'avait fait entrevoir à une autre échelle.

La politique des directions bureaucratiques

L'une des différences majeures avec la mobilisation en Guadeloupe, c'est évidemment le rôle des organisations syndicales majoritaires. En Guadeloupe, dirigées par des militants révolutionnaires, elles ont préparé et donné des perspectives à la mobilisation, en cherchant la confrontation. En Bretagne, au plus fort du mouvement, les directions bureaucratiques s'y sont opposées frontalement et publiquement.

Dans un premier temps, elles s'étaient contentées de ne rien faire, laissant le champ libre à des secteurs du patronat agricole pour tenter de donner ses propres objectifs à la mobilisation, ce qui a conduit à l'affaire de

l'écotaxe. Au moment de la manifestation du 2 novembre, probablement la plus grosse qu'ait jamais connue Quimper, la sympathie était forte dans le pays autour de cette mobilisation. Beaucoup se sont dit que ce serait une bonne idée de faire comme les Bretons. Et c'est précisément à ce moment que Mélenchon s'est lancé dans une dénonciation publique de cette mobilisation populaire.

A l'exception de FO, qui a toutefois abandonné le mouvement en cours de route, les directions réformistes locales – fortement appuyées par le Front de gauche – ont ensuite entrepris une manœuvre de division. Le 23 novembre, elles ont organisé des manifestations départementales parallèles, avec pour objectif affiché de « *reprendre la main face aux Bonnets rouges* ». Elles entendaient chevaucher le mouvement pour le fragmenter, au moment où il aurait fallu au contraire s'adresser aux travailleurs en dehors des frontières de la Bretagne. A l'approche des fêtes de fin d'années, il ne leur restait plus qu'à signer le Pacte pour la Bretagne proposé par le gouvernement... tout un symbole. Chacun à sa manière, les directions syndicales et le Front de gauche ont joué face aux mobilisations un rôle de rempart du gouvernement.

Le problème avec le Front de Gauche, comme l'avait déjà signalé la plateforme Y lors du dernier congrès du NPA, n'est pas qu'il ne s'oppose pas de la bonne manière au gouvernement. Dans les faits, il s'oppose aux travailleurs dès que ceux-ci menacent le statu quo. Par ailleurs, il existe aujourd'hui parmi eux des sentiments mêlés vis-à-vis du FdG. On ne peut résumer l'attitude des « travailleurs avancés » à une adhésion à sa politique. Il y a du rejet chez pas mal de Bretons, et probablement un phénomène de méfiance accrue vis-à-vis de Mélenchon dans une série de secteurs.

Il reste encore beaucoup à faire pour que ce début de prise de distance bénéficie au NPA. En tout état de cause, cet épisode rend l'hypothèse d'un « gouvernement anti-austérité » sous la houlette du FdG d'autant moins crédible, et le suivisme à son égard encore moins pertinent : la manifestation Front de Gauche organisée à Paris contre l'augmentation de la TVA, le lendemain de celle des Bonnets rouges à Carhaix, n'avait rien à voir avec une tentative de s'opposer au gouvernement en s'appuyant sur les luttes. Se

contenter d'y participer en s'intégrant au cortège (certains camarades avaient même proposé d'intégrer le carré de tête...) revenait à accompagner de façon critique la politique du Front de Gauche au moment où celui-ci s'opposait à un mouvement menaçant pour le gouvernement.

Le NPA et le « pôle ouvrier »

Malgré cela, le NPA est de loin l'organisation politique qui a eu le comportement le plus correct. Il y avait de quoi être fier du positionnement de notre porte-parole au moment de la manifestation du 2 novembre. Les camarades sur place ont été au cœur de la bataille. La constitution à leur initiative, avec les salariés des entreprises en lutte et autour du mot d'ordre d'interdiction des licenciements, d'un « pôle ouvrier » de plusieurs centaines de travailleurs dans la manifestation du 30 novembre, était plus qu'une tactique juste. C'est la preuve qu'une intervention propre des travailleurs, sur leurs propres mots d'ordre, est possible dans ce type de lutte, et que notre parti peut y jouer un rôle d'impulsion.

Si l'on transpose la démarche au niveau national, la constitution d'un « pôle ouvrier » autour d'un programme de mesures anticapitalistes clés, qui prendrait la tête d'un vaste mouvement contre le gouvernement et le patronat, correspond exactement à la politique que nous désignons sous le terme d'« opposition ouvrière et populaire au gouvernement ». Il faut insister : c'est bien à partir du regroupement de travailleurs en lutte qu'une solution politique tangible, opposée à la fois à la politique du gouvernement et aux solutions nationalistes, peut s'esquisser. Ce n'est pas à partir de l'idée d'une « opposition de gauche » qu'une partie des travailleurs les plus combatifs du mouvement ont commencé à s'organiser indépendamment, encore moins à partir de l'idée d'une alliance avec la direction du Front de Gauche... Si opposition il doit y avoir, c'est une opposition au gouvernement qui viendra des travailleurs eux-mêmes, aidés par les révolutionnaires.

Se tenir prêts

Le NPA, toutes tendances confondues, a connu des hésitations quant à l'attitude à adopter. C'est normal, la situation était complexe. Le problème n'est pas de tâtonner ou de faire des erreurs. Ce dont il s'agit, c'est de centrer nos préoccupations et de mobiliser tous les moyens du parti autour de ce qui se joue dans

des mobilisations comme celle de Bretagne : discuter au fur et à mesure dans la direction mais aussi dans tous les comités de ce qui s'y passe, réfléchir à ce que peut faire le parti pour aider le mouvement à se développer, mobiliser des militants pour aider à tisser des liens... Mais c'est là que le bât blesse.

C'est autour de ce type de préoccupations que devrait se construire un parti comme le nôtre. Evidemment, les discussions programmatiques, les formations, les campagnes électorales, les interpellations d'autres forces politiques jouent leur rôle. Mais tout cela doit servir à aider les travailleurs à contrôler leurs propres luttes pour se mettre en situation de prendre en main le pouvoir tout court.

Comme autour de la grève de PSA, la question posée est de savoir comment donner vie au mot d'ordre que nous avons souvent repris : « Manifestation nationale contre les licenciements et contre l'austérité ». C'est une question qui ne se résout pas facilement, et pas en dehors d'occasions précises. Si on veut dépasser le niveau des déclarations justes mais de peu d'effet sur la situation, cela ne peut se faire que collectivement et à la faveur de luttes réelles, comme celle qui s'est développée en Bretagne, à partir des préoccupations des travailleurs qu'il n'est possible de commencer à percevoir efficacement qu'en mutualisant les observations et comptes-rendus d'activité, dans les secteurs déjà mobilisés comme dans les autres.

L'essentiel est de se tenir prêts. On ne sait jamais d'où l'étincelle peut partir. Mais chercher à être présents là où les choses se jouent est déterminant : avoir des militants là où les choses se passent, à PSA Aulnay ou dans l'agro par exemple, permettrait de peser autrement. Et d'être prêts à agir en mettant tous nos moyens au service d'un objectif : étendre la mobilisation, développer l'auto-organisation, transformer la lutte en menace pour le pouvoir de la classe dirigeante.

Le NPA est capable de jouer un rôle positif, comme il l'a démontré dans une situation qui était loin d'être évidente. Au plan national, nous ne sommes cependant pas allés au-delà du simple appui à la mobilisation. C'est un minimum, mais il reste à en faire du NPA une force capable d'intervenir en tant qu'organisation nationale dans les mobilisations qui peuvent faire basculer la situation.

Afrique du Sud : une illusion d'égalité

Nelson Mandela est mort le 5 décembre. Face à l'indécent tapage politique qui a suivi sa disparition, il est nécessaire de rappeler quels espoirs a pu susciter la fin de l'apartheid, et de les confronter à la condition actuelle des masses noires sud-africaines.

L'apartheid comme forme de domination de la bourgeoisie blanche

L'apartheid, un régime plus qu'odieux, a été appliqué en Afrique du Sud pendant plus de quarante ans. L'État divisait la population en catégories : Blancs, Indiens, Métis et Noirs. Les Noirs étaient les plus nombreux mais n'avaient aucun droit. La plupart d'entre eux étaient parqués dans des zones restreintes du pays, les *townships*, ghettos situés à la périphérie des grandes villes. Ils n'étaient autorisés à se déplacer dans les zones « blanches » que pour y travailler durant la journée. Et dans les régions les plus pauvres et sans industrie, ceux dont la bourgeoisie blanche n'avait pas immédiatement besoin pour faire tourner ses mines, ses usines ou ses chantiers étaient parqués dans des *bantoustans*, des réserves prétendument autonomes. Les Noirs devaient posséder un passeport pour circuler à l'intérieur du pays, ils étaient privés du droit de grève et du droit de vote. L'inhumanité de ce racisme d'État s'exprimait dans différents aspects de la vie quotidienne, par la ségrégation de tout l'espace public (transports, restaurants, plages, bancs publics, etc.) et par l'interdiction des relations sexuelles et du mariage entre membres des différentes catégories.

L'apartheid était le mode particulier de domination de la bourgeoisie blanche dans un pays riche en minerais précieux, un pays qui était déjà le plus industrialisé du continent et dont le prolétariat – essentiellement noir – était le plus important d'Afrique. Ce régime offrait à une poignée de grandes familles capitalistes et de multinationales une main-d'œuvre totalement flexible et très bon marché : auparavant bridée par la domination britannique, la bourgeoisie sud-africaine a ainsi pu accroître considérablement sa puissance économique et disposer d'entreprises assez compétitives pour se placer sur le marché mondial.

Malgré l'adoption par l'ONU en 1962 d'une résolution bien formelle, les puissances

impérialistes s'accommodaient de l'apartheid parce que ce régime donnait à l'Afrique du Sud un rôle de rempart contre les révolutions auxquelles auraient pu conduire les luttes anticoloniales et la montée des luttes ouvrières. Dans le contexte de la guerre froide, la position stratégique du pays présentait un intérêt certain pour l'impérialisme américain, de toute façon peu enclin à dénoncer une ségrégation raciale qui était également pratiquée dans le sud des États-Unis.

Mandela : l'hommage des opprimés et celui des puissants

Ceux qui se souviendront de Nelson Mandela pour sa longue lutte courageuse sont nombreux, dans un contexte où le combat contre le racisme et pour l'égalité est loin d'être terminé. Les Noirs et les classes populaires d'Afrique du Sud saluent celui qui a passé 27 années de sa vie en prison sans jamais renoncer à exiger l'égalité des droits. À l'échelle internationale, Mandela est le symbole de la lutte déterminée de tout un peuple contre un système raciste. Car c'est la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs noirs qui a eu raison de l'apartheid. À travers Mandela, c'est en fait à eux que les opprimés du monde entier rendent hommage.

Pendant des décennies, les grèves, les manifestations, les campagnes de boycott, les émeutes et les affrontements avec la police ou l'armée se sont succédé sans interruption ou presque. Des actions pacifiques ont commencé à se multiplier dès la mise en place de l'apartheid. En 1960, la manifestation de Sharpeville contre le *pass* (passeport intérieur) s'est terminée dans le sang : 69 manifestants ont été abattus. Suite à ce massacre, les principales organisations noires, en premier lieu le Congrès national africain de Mandela (ANC) et le Parti communiste d'Afrique du sud (SACP), ont été interdites, ce qui a entraîné une radicalisation de la lutte. En 1973, plus de 150 grèves ont éclaté dans la région de Durban : durement réprimées, elles ont cependant permis d'imposer des augmentations de salaire. Puis, en 1976, c'est la jeunesse scolarisée de Soweto qui a affronté le pouvoir. Entre 1984 et 1986, le gouvernement de l'apartheid a dû faire face à des luttes massives, dont une grève des mineurs ; mis en difficulté, et tout en maintenant une répression féroce, il a alors commencé à chercher une solution

négociée.

Mandela est aujourd'hui encensé par les dirigeants de pays qui n'ont en fait rien trouvé à redire à sa captivité durant plus d'un quart de siècle. Tous les puissants se sont montrés à ses obsèques : Barack Obama, David Cameron, François Hollande et bien d'autres, une cinquantaine de chefs d'Etat au total. La présence parmi eux du dirigeant d'un pays qui impose lui-même un apartheid aux Palestiniens aurait sans doute été trop difficile à assumer : le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou s'est donc fait excuser, officiellement en raison de « *frais de voyage* » trop onéreux.

Pour rendre hommage à celui qu'il désigne comme un « *résistant* » qui a « *servi la paix* », Hollande a fait mettre en berne les drapeaux des bâtiments officiels, alors qu'au même moment la surenchère xénophobe battait son plein, et que débutait en Centrafrique une intervention militaire dont l'objectif inavoué est de préserver la mainmise de la France sur cette région et les privilèges de multinationales françaises comme Areva, Bolloré ou Total.

De la gauche à l'extrême droite, les politiciens français ont tressé des lauriers à une personnalité devenue étrangement consensuelle. Ce n'est pas tellement le militant noir emprisonné pour ses idées qu'ils ont salué : c'est le chef d'Etat qui, au nom de la réconciliation post-apartheid, a permis aux classes possédantes blanches d'Afrique du Sud de trouver une issue politique. Celles-ci ont sauvé leurs privilèges en tolérant auprès d'elles une minuscule bourgeoisie noire.

La politique de « réconciliation » : l'apartheid social a remplacé l'apartheid légal

Nelson Mandela a été à la fois l'homme qui a contribué à la lutte contre l'oppression, et celui qui a permis que cette oppression se perpétue sous une autre forme. Selon ses propres paroles, « *l'ANC n'a jamais, à aucun moment de son histoire, été partisan d'un changement révolutionnaire de la structure économique du pays ni même condamné, pour autant que je m'en souviens, la société capitaliste* ». Mais Mandela savait que l'ANC ne pouvait prétendre être une force sociale capable à elle seule de mettre fin à l'apartheid, car il restait trop éloigné des pauvres et des classes laborieuses noires : c'est pourquoi il s'est tourné vers le SACP. Or ce dernier, qui appliquait la traditionnelle doctrine

stalinienne de la « révolution par étapes », n'avait aucunement l'objectif de permettre à la classe ouvrière de prendre la tête du combat contre l'apartheid. Cette politique a eu pour résultat un renforcement de l'influence de l'ANC, dont la direction sur le mouvement n'était pas contestée.

Pourtant, à la fin des années 1980, ce sont la jeunesse et les travailleurs noirs qui, par leur mobilisation massive, ont permis de mettre à l'ordre du jour l'abolition de la ségrégation raciale. L'apartheid, qui avait joué un rôle historique dans le développement du capitalisme sud-africain, est alors devenu pour celui-ci un danger, car les révoltes et les grèves incessantes constituaient une entrave aux profits et faisaient planer une menace de révolution. Les dirigeants blancs du régime ségrégationniste et les secteurs essentiels de la bourgeoisie ont alors choisi de s'allier à Mandela et à l'ANC, qui avaient suffisamment de crédit auprès des masses noires pour qu'une transition en douceur soit possible : les lois raciales allaient être supprimées, mais sans que ne soient menacés ni la domination des propriétaires blancs sur l'économie, ni les profits des multinationales, ni les intérêts des puissances impérialistes, en particulier dans les mines.

Mandela a été libéré en 1990, et l'année suivante ont débuté les négociations officielles. Mandela et De Klerk, qui incarnait la nouvelle politique de la bourgeoisie blanche, ont reçu conjointement le prix Nobel de la paix en 1993. Le processus a abouti en 1994 : le Parti national, qui avait été l'artisan de l'apartheid, a fini par s'unir à l'ANC. Cette coalition a représenté les intérêts de toute la bourgeoisie sud-africaine, quelle que soit sa couleur.

Mais le combat contre l'apartheid reste inachevé, car un apartheid social a remplacé l'apartheid légal. Une classe privilégiée noire a pu obtenir une part du gâteau en accédant aux affaires et à l'appareil d'Etat. Mais pour l'immense majorité des Noirs, la misère, l'exploitation et les logements indignes ont continué. Thabo Mbeki, le président qui a succédé à Mandela, a lui-même avoué que « *les inégalités sociales ont entériné l'existence de deux nations en un seul pays : l'une blanche et relativement prospère, la deuxième noire et pauvre* ». Les Noirs, qui représentent l'écrasante majorité des classes populaires, continuent de subir le règne de la corruption, du chômage, du sida et de la pauvreté.

Du massacre de Marikana à la construction d'un parti des travailleurs

Malgré la disparition de l'apartheid, l'exploitation est toujours aussi féroce : le 16 août 2012, dans les mines de platine Lonmin à Marikana, 34 grévistes ont été tués par des policiers noirs aux ordres de ministres noirs défendant les profits des capitalistes. Ce massacre n'a pas mis un terme à la vague de grèves ouvrières qui s'est étendue aux principales mines et aux secteurs de l'automobile, du bâtiment ou encore du transport aérien. Mais il a profondément marqué la conscience des travailleurs. Si pour la classe ouvrière sud-africaine, le massacre de Marikana est loin d'être la première expérience de répression meurtrière, il a tragiquement révélé aux yeux de nombreux travailleurs ce qu'est la réalité de la politique poursuivie par l'ANC et la direction bureaucratique du Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU). Cet événement constitue un tournant dans l'ère post-apartheid. Le discrédit de l'ANC au pouvoir est plus important que jamais, et il n'est guère étonnant que l'actuel président Jacob Zuma, à la réputation de roi de la corruption, ait été hué lors des obsèques de Mandela.

Le 20 décembre dernier, à l'issue de son congrès extraordinaire, l'Union nationale des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), principal syndicat du pays, a annoncé le retrait

de son soutien à l'ANC, ainsi que sa volonté de reconquérir le COSATU et de construire un « *mouvement pour le socialisme, car la classe ouvrière a besoin d'un instrument engagé dans sa politique comme dans ses actions en faveur d'une Afrique du Sud socialiste* ». Irvin Jim, secrétaire général de la NUMSA, a déclaré que « *faire grossir les rangs de l'ANC a comme conséquence de livrer encore plus de victimes de la classe ouvrière, comme des moutons offerts au massacre de la bourgeoisie qui dirige l'ANC* ». Cette décision majeure, qui pourrait affaiblir grandement l'ANC et renforcer le camp des travailleurs, indique la voie à suivre. Le Front de la gauche démocratique (*Democratic Left Front, DLF*), créé en 2011, et le Parti ouvrier et socialiste (*Workers And Socialist Party, WASP*), fondé fin 2012, ont tous deux salué cette décision. L'unité de tous ceux qui veulent construire un parti anticapitaliste, un parti révolutionnaire pour le socialisme et le communisme, sera un facteur important.

L'espoir est de ce côté-là, car pour en finir avec tous les apartheid, pour parvenir à l'émancipation sociale et à l'égalité réelle, il n'y a pas d'autre chemin que de construire un parti de la classe ouvrière indépendant, capable de jouer un rôle décisif dans le combat contre l'exploitation, le racisme et toutes les oppressions.